

Assemblée réunie
de la Commission communautaire commune

Verenigde Vergadering van de
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Séance plénière
du vendredi 13 février 1998

Plenaire vergadering
van vrijdag 13 februari 1998

SEANCE DE L'APRES-MIDI

NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Pages
COMMUNICATIONS:	
— Modifications de la composition des commissions	110
— Délibération budgétaire	110
— Cour des comptes	110
QUESTION D'ACTUALITE:	
— De M. Paul Galand à MM. Didier Gosuin et Rufin Grijp, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique d'Aide aux personnes, sur «la présentation du rapport complet sur l'état de la pauvreté en Région de Bruxelles-Capitale»	110
ORDRE DES TRAVAUX	111
INTERPELLATION:	
— De M. Walter Vandenbossche à MM. Charles Picqué, Président du Collège réuni, Jos Chabert et Hervé Hasquin, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé, et Didier Gosuin et Rufin Grijp, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique d'Aide aux personnes, concernant «l'influence de la situation que connaît la Commission communautaire commune sur la problématique des handicapés»	112
Discussion. — <i>Orateurs</i> : MM. Walter Vandenbossche, Michiel Vandenbussche, Dominique Harmel, Guy Vanhengel, Mme Marie Nagy, MM. Dominiek Lootens-Stael, Sven Gatz, M. Rufin Grijp, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes	112

	Blz.
MEDEDELINGEN:	
— Wijzigingen van de samenstelling van de commissies	110
— Begrotingsberaadslaging	110
— Rekenhof	110
DRINGENDE VRAAG:	
— Van de heer Paul Galand aan de heren Didier Gosuin en Rufin Grijp, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen, over «de voorstelling van het volledige verslag over de staat van de armoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest»	110
REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN	111
INTERPELLATIE:	
— Van de heer Walter Vandenbossche tot de heren Charles Picqué, Voorzitter van het Verenigd College, Jos Chabert en Hervé Hasquin, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid en Didier Gosuin en Rufin Grijp, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen, betreffende «de impact van de toestand in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op de problematiek van de gehandicapten»	112
Bespreking. — <i>Sprekers</i> : de heren Walter Vandenbossche, Michiel Vandenbussche, Dominique Harmel, Guy Vanhengel, mevrouw Marie Nagy, de heren Dominiek Lootens-Stael, Sven Gatz, de heer Rufin Grijp, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen	112

PRESIDENCE DE M. JAN BEGHIN, PREMIER-VICE PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER JAN BEGHIN, EERSTE ONDERVOORZITTER

— *La séance plénière est ouverte à 15 heures.*

De plenaire vergadering wordt geopend om 15 uur.

M. le Président. — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la commission communautaire commune du vendredi 13 février 1998.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de verenigde vergadering van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van vrijdag 13 februari 1998 geopend.

COMMUNICATIONS FAITES A L'ASSEMBLEE
REUNIE

MEDEDELINGEN AAN DE VERENIGDE
VERGADERING

*Modifications de la composition
des commissions*

*Wijzigingen van de samenstelling
van de commissies*

M. le Président. — Par lettre du 29 janvier 1998, le groupe PRL-FDF communique certaines modifications à la composition des commissions.

Elles figureront au *Compte rendu analytique* et au *Compte rendu intégral* de cette séance. (*Voir annexes.*)

Bij brief van 29 januari 1998, deelt de PRL-FDF fractie sommige wijzigingen mee in de samenstelling van de commissies.

Zij zullen in het *Beknopt Verslag* en in het *Volledig Verslag* van deze vergadering worden opgenomen. (*Zie bijlagen.*)

Délibération budgétaire

Begrotingsberaadslaging

M. le Président. — Un arrêté ministériel a été transmis à l'Assemblée réunie par le Collège réuni.

Il figurera au *Compte rendu analytique* et au *Compte rendu intégral* de cette séance. (*Voir annexes.*)

Een ministerieel besluit wordt door het Verenigd College aan de Verenigde Vergadering overgezonden.

Het zal in het *Beknopt Verslag* en in het *Volledig Verslag* van deze vergadering worden opgenomen. (*Zie bijlagen.*)

Cour des comptes

Rekenhof

M. le Président. — Diverses communications ont été faites à l'Assemblée réunie par la Cour des Comptes.

Elles figureront au *Compte rendu analytique* et au *Compte rendu intégral* de cette séance. (*Voir annexes.*)

Verscheidene mededelingen worden door het Rekenhof aan de Verenigde Vergadering gedaan.

Zij zullen in het *Beknopt Verslag* en in het *Volledig Verslag* van deze vergadering worden opgenomen. (*Zie bijlagen.*)

QUESTION D'ACTUALITE — DRINGENDE VRAAG

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question d'actualité.

Aan de orde is de dringende vraag van de heer Galand.

QUESTION D'ACTUALITE DE M. PAUL GALAND A MM. DIDIER GOSUIN ET RUFIN GRIJP, MEMBRES DU COLLEGE REUNI, COMPETENTS POUR LA POLITIQUE D'AIDE AUX PERSONNES, SUR «LA PRESENTATION DU RAPPORT COMPLET SUR L'ETAT DE LA PAUVRETE EN REGION DE BRUXELLES-CAPITALE»

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER PAUL GALAND AAN DE HEREN DIDIER GOSUIN EN RUFIN GRIJP, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN, OVER «DE VOORSTELLING VAN HET VOLLEDIGE VERSLAG OVER DE STAAT VAN DE ARMOEDE IN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST»

M. le Président. — La parole est à M. Galand pour poser sa question.

M. Paul Galand. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, nous avons appris par la presse que le rapport annuel sur l'état de la pauvreté était établi.

En fait, il ne s'agit que de l'application de la moitié de l'ordonnance. En effet, l'article 2 prévoit la récolte des données, l'article 3 prévoit d'en faire une synthèse, et l'article 4 de soumettre cette synthèse aux acteurs de terrain, privés et publics.

A la suite de cette rencontre, le Collège réuni doit présenter ce que l'on appelle le rapport annuel, lequel doit être déposé sur

le bureau de notre assemblée au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'exercice, c'est l'article 5.

La première partie du rapport indique déjà qu'il y a un retard de quatre mois, et le rapport complet n'est toujours pas parvenu à notre Assemblée.

Ma première question est de savoir à quelle date nous allons disposer de ce rapport. Je rappelle que, dans l'esprit de cette ordonnance, si le législateur a fixé l'échéance du 30 septembre, c'est pour que nous puissions disposer de ces données avant les débats budgétaires, pour orienter nos choix.

J'aimerais donc savoir à quelle date est fixée la consultation des acteurs de terrain et à quel moment nous pourrions disposer des données qui ont été rendues publiques dans la courant de la semaine.

M. le Président. — La parole est à M. Gosuin, membre du Collège réuni.

M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'aide aux personnes. — Monsieur le Président, comme l'a rappelé M. Galand, l'article 2 est en retard : le rapport est établi. L'article 3 prescrit qu'il soit déposé au Collège réuni, ce sera chose faite la semaine prochaine. L'article 4 prescrit qu'une consultation doit avoir lieu avec l'ensemble des associations, ce sera fait immédiatement après la prise de connaissance du rapport par le Collège réuni.

Quant à moi, je propose qu'au niveau de notre Conseil, on puisse déjà traiter de ce quatrième rapport sur la pauvreté, bien que le Collège ait déposé le troisième rapport en novembre dernier, et que le Conseil n'ait toujours pas commencé ses travaux.

Je déposerai donc le quatrième rapport quand les concertations auront lieu, ce qui permettra au Conseil de procéder aux auditions.

Je vous informe que le cinquième rapport, qui coïncidera avec la sortie d'une brochure à l'occasion des vingt ans des CPAS, sera déposé au début du mois de mars au Collège et peu après au Conseil. Il y aura donc du pain sur la planche. Mais j'invite le Conseil à prendre date pour entamer le travail sur le troisième rapport qui, je vous le rappelle, a été déposé en novembre dernier sur votre table.

M. le Président. — La parole est à M. Galand pour une réplique.

M. Paul Galand. — Puis-je rappeler que le troisième rapport est toujours incomplet puisqu'il ne comprend pas la concertation avec les acteurs de terrain privés et publics, celle-ci n'ayant pas eu lieu ? Notre Assemblée n'a donc pas pu débattre du rapport complet. Le troisième rapport n'a jamais été achevé.

Au sujet de la concertation, pour le quatrième rapport, vous avez fait une suggestion pour accélérer les travaux. Pourrions-nous envisager que les membres de la commission des Affaires sociales de notre Assemblée soient invités à la table ronde que vous allez organiser. Cela faciliterait les choses et activerait le débat.

M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'aide aux personnes. — C'est bien ce que je proposais.

M. Paul Galand. — Par ailleurs, je me réjouis de l'initiative prise pour le cinquième rapport.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Nous allons entendre maintenant l'interpellation de M. Vandebossche.

Mme Marie Nagy. — Monsieur le Président, je souhaite exprimer mon étonnement concernant l'ordre du jour prévu pour la Commission communautaire commune. Dans la mesure où la réunion du Bureau élargi, à laquelle participait mon collègue M. Ouezekhti, n'a pas eu connaissance de la demande de M. Vandebossche, je ne comprends pas que le Bureau n'ait pas pu délibérer de la décision de l'ordre du jour.

Je vous demande donc de procéder à un vote pour pouvoir modifier l'ordre du jour arrêté par le Bureau élargi, ou alors on part du principe que le Bureau élargi ne fixe plus l'ordre du jour des réunions, et c'est relativement nouveau !

De Voorzitter. — Mevrouw Nagy, de aanvraag tot interpellatie van de heer Walter Vandebossche is als allerlaatste punt tijdens de vergadering van het Uitgebreid Bureau behandeld. Sommige leden waren toen reeds vertrokken. Er is toen formeel beslist om de interpellatie op de agenda van de plenaire vergadering van vandaag te plaatsen. Ik krijg trouwens bevestiging vanuit de zaal van een aantal leden van het Uitgebreid Bureau.

La parole est à Mme Nagy.

Mme Marie Nagy. — Monsieur le Président, je suis membre du Bureau élargi depuis l'installation de notre Conseil. Normalement, lorsqu'on fixe l'ordre du jour, les interpellations sont regroupées. Je m'étonne donc qu'on me dise en dernière minute, avant la fin du Bureau élargi, qu'on ait pu décider d'accepter une interpellation. Un certain nombre de membres de mon groupe et d'autres disent qu'ils n'ont pas entendu que cette décision avait été prise alors qu'ils sont restés jusqu'à la fin de la réunion. Je ne peux donc que marquer mon étonnement sur cette manière de fonctionner.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanhengel.

(De heer Armand De Decker, Voorzitter, treedt als Voorzitter op)

(M. Armand De Decker, Président, prend place au fauteuil présidentiel)

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, voor zover ik mij kan herinneren — mijn herinnering kan mij natuurlijk ook in de steek laten — werd over het verzoek tot interpellatie van de heer Vandebossche gediscussieerd, misschien slechts door een kleine groep. Volgens mij is toen ook de beslissing genomen om de interpellatie op de agenda te plaatsen.

Alleszins heb ik de dag nadien de diensten de tekst van het interpellatieverzoek van de heer Vandebossche gevraagd — daarover beschikten wij in het Uitgebreid Bureau inderdaad niet — en hem onmiddellijk ontvangen. Toen ik mijn agenda inkeek, meende ik dat alles volgens de regels van de kunst was verlopen.

M. le Président. — La parole est à M. Harmel.

M. Dominique Harmel. — Monsieur le Président, je me permets d'intervenir ici pour une question de principe. En effet,

je n'ai pas participé au Bureau élargi car j'étais retenu dans une autre commission toute la journée.

La question qui se pose ici est de savoir si la demande de M. Vandebossche était orale ou écrite.

M. le Président. — La parole est à M. Ouezekhti.

M. Mostafa Ouezekhti. — Monsieur le Président, étant donné que je suis aussi membre du Bureau, je pourrais peut-être rafraîchir la mémoire de ceux qui seraient partis avant la fin du Bureau élargi.

M. le Président. — Vous m'avez d'ailleurs téléphoné à ce sujet.

M. Mostafa Ouezekhti. — Nous avons clôturé toutes les discussions, nous avons fixé l'ordre du jour et nous avons voté les points du règlement concernant l'absentéisme et les GSM à la fin de la réunion. Ensuite, tout le monde est parti. Il n'y a donc pas eu de discussion après cela.

M. le Président. — Peut-être les choses n'ont-elles pas été très claires. J'en veux pour preuve le fait que vous m'avez téléphoné. Je veux bien admettre que cela ne vous est pas paru clair mais je voudrais dire que M. Vandebossche a fait référence à son droit de chef de groupe de déposer une demande d'interpellation pendant le Bureau élargi. De plus, le texte était distribué ou distribuable. Il est possible que personne ne l'ait demandé mais il était disponible. Il est probablement vrai, monsieur Ouezekhti, que personne n'a demandé à le lire, ce qu'on aurait peut-être dû faire d'office.

Je ne vois aucune raison de ne pas accepter que l'interpellation de M. Vandebossche soit développée.

La parole est à M. Grimberghs.

M. Denis Grimberghs. — Monsieur le Président, je voudrais intervenir sur un autre point de l'ordre de nos travaux.

Nous venons d'entendre une question d'actualité d'un de nos collègues à propos du rapport sur la pauvreté. Je vous ai écrit il y a plusieurs mois pour rappeler qu'il est de votre devoir de président de cette Assemblée que l'ordonnance adoptée à l'unanimité par l'Assemblée en 1991 soit respectée.

Je demande qu'il en soit ainsi, publiquement, à défaut de voir le résultat du courrier que j'ai échangé avec vous en la matière.

M. le Président. — Je trouve intéressant que vous rendiez publics nos échanges de lettres. Par ailleurs, je suis très attentif à ce rapport sur l'évolution de la pauvreté qui nous a tous impressionnés. Je ne pense pas que cela soit le privilège d'un groupe en particulier.

Donc, nous aurons un débat à ce sujet.

M. Denis Grimberghs. — Il n'y a pas de privilège de groupe, monsieur le Président. Je demande le respect de l'ordonnance par les membres du Collège pour que les documents soient transmis à temps et à heure. Il ne faut pas que le Parlement soit hors jeu et cela c'est de votre responsabilité.

M. le Président. — Je suis bien d'accord et je n'ai pas besoin de vos leçons à ce sujet.

M. Denis Grimberghs. — J'en vois le résultat.

INTERPELLATIE — INTERPELLATION

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Walter Vandebossche tot de heren Charles Picqué, Jos Chabert, Hervé Hasquin, Didier Gosuin en Rufin Grijp, leden van het Verenigd College.

L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Walter Vandebossche à MM. Charles Picqué, Jos Chabert, Hervé Hasquin, Didier Gosuin et Rufin Grijp, membres du Collège réuni.

INTERPELLATIE VAN DE HEER WALTER VANDENBOSSCHE TOT DE HEREN CHARLES PICQUE, VOORZITTER VAN HET VERENIGD COLLEGE, JOS CHABERT EN HERVE HASQUIN, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID EN DIDIER GOSUIN EN RUFIN GRIJP, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN, BETREFFENDE «DE IMPACT VAN DE TOESTAND IN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE OP DE PROBLEMATIEK VAN DE GEHANDICAPTEN»

Bespreking

INTERPELLATION DE M. WALTER VANDENBOSCHE A MM. CHARLES PICQUE, PRESIDENT DU COLLEGE REUNI, JOS CHABERT ET HERVE HASQUIN, MEMBRES DU COLLEGE REUNI, COMPETENTS POUR LA POLITIQUE DE SANTE, ET DIDIER GOSUIN ET RUFIN GRIJP, MEMBRES DU COLLEGE REUNI, COMPETENTS POUR LA POLITIQUE D'AIDE AUX PERSONNES, CONCERNANT «L'INFLUENCE DE LA SITUATION QUE CONNAIT LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE SUR LA PROBLEMATIQUE DES HANDICAPES»

Discussion

De Voorzitter. — De heer Vandebossche heeft het woord voor het ontwikkelen van zijn interpellatie.

De heer Walter Vandebossche. — Mijnheer de Voorzitter, we kennen de gevolgen van de niet-goedkeuring van de begroting voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Deze Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is voor mij nog altijd de ontmoetingsplaats bij uitstek van Vlaamse en Franstalige Brusselaars. Hier wordt beslist over aangelegenheden die de inwoners van deze stad in het hart treffen. Een crisis in deze vergadering heeft nefaste gevolgen voor alle Brusselaars.

Door het feit dat de begroting voor 1998, noch de voorlopige kredieten zijn goedgekeurd heeft de Regering haar toevlucht moeten nemen tot de artikelen 40 en 41 van het koninklijk besluit houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit. Specifiek voor deze artikelen is dat ze gaan over betalingen in spoedeisende gevallen. De vraag die ons bezighoudt is hoelang dit spoedeisend karakter kan worden ingeroepen. Kan dat tot in juni 1999? Op deze vraag moet een antwoord ten gronde worden gegeven. Des te meer omdat de huidige situatie op het terrein voor aanhoudende onrust zorgt. Alle fracties van

het Brussels Parlement zijn geconfronteerd met de vraag van de gehandicaptensector over de essentiële hulp aan de sector. Werkgevers en werknemers uit de gehandicaptensector stellen zich een aantal pertinente vragen over hun toekomst en de werking van hun organisaties. In hun schrijven zeggen ze ons dat een 16-tal gehandicapten ingevolge de politieke crisis niet konden worden opgenomen in een instelling. Tegelijk vragen werkgevers en werknemers zich af of ze hun afspraken tegenover de doelgroep kunnen nakomen en of ze hun pedagogisch project kunnen voortzetten. De sector vreest dat hij een aantal geplande aanwervingen zal moeten uitstellen tot «een niet nader genoemde datum».

Als de Regering elke maand van het Rekenhof de toelating moet vragen om kredieten te openen, dan is het begrijpelijk dat de gehandicaptensector zich afvraagt hoe hij voor een verantwoorde begeleiding kan blijven instaan.

Vandaag verschijnt in *De Financieel Economische Tijd* het bericht dat het Rekenhof voor 1,5 miljoen een visum heeft geweigerd. Ik hoop dat de heer Grijs zo dadelijk de door dit bericht veroorzaakte onzekerheid wegneemt.

De heer Guy Vanhengel. — Wat de heer Vandenbossche zegt, is niet juist.

De heer Walter Vandenbossche. — Uiteraard maken wij ons ook zorgen over de andere sectoren die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vallen. Heeft het Verenigd College al grondig nagedacht over de gevolgen van de huidige precare situatie voor de gezondheidssector in het algemeen? Van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt een kwalitatief hoogstaand gezondheidsbeleid verwacht. Hoelang is de huidige situatie juridisch houdbaar? Dezelfde vraag geldt overigens ook voor het welzijnsbeleid dat zijn slagkracht moet behouden.

Natuurlijk moet elkeen in deze aangelegenheid zijn verantwoordelijkheid op zich nemen. De Volksunie heeft de meerderheid in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verlaten om een hard standpunt te kunnen innemen. Eerder had zij nochtans ingestemd met het regeerakkoord en de begroting. Is dat de nieuwe politieke cultuur van ID21? Is dat zijn verantwoordelijkheid opnemen tegenover de gehandicapten, de gezondheidssector, de welzijnssector? Gewezen staatssecretaris Vic Anceaux en zijn partij dragen de uitsluitende verantwoordelijkheid voor de problemen van een aantal mensen.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer Vandenbossche, u moet niet overdrijven.

De heer Walter Vandenbossche. — Behoort u ook tot de Volksunie? Ik dacht dat de Volksunie groot genoeg is om zichzelf te verdedigen.

Mijnheer Vanhengel, u hebt de ziekelijke neiging om in andermans plaats te antwoorden. Doe geen moeite meer, de TV-camera's zijn weg.

Het minste wat de Volksunie had moeten doen was zich onthouden bij de stemming over de begroting. Dan had ze ten minste nog een beleid mogelijk gemaakt.

Natuurlijk, *the opposition has to oppose*, maar toch vind ik dat de VLD haar maatschappelijke verantwoordelijkheid is ontlopen. Het is niet omdat de VLD gekozen heeft om buiten de Brusselse Regering te blijven...

De heer Guy Vanhengel. — Minister Grijs heeft dat voor ons beslist!

De heer Walter Vandenbossche. — ... dat zieken, gehandicapten, kansarmen, enz., gegijzeld moeten worden in dit conflict.

Om de draagwijdte van de niet-goedkeuring van de begroting goed te kunnen inschatten wens ik van het College te vernemen voor welke domeinen de niet-goedkeuring van de begroting gevolgen heeft? Ik vrees inderdaad dat de nu toegepaste financieringstechniek beperkingen inhoudt.

De middelen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie raken de Brusselaars in het hart. De GGC heeft als opdracht zich te engageren voor de zwaksten in de maatschappij. Er moet een reële inspanning worden gedaan om te komen tot hoop, tot vertrouwen. Wars van elke demagogie wens ik hier een beroep te doen op het verantwoordelijkheidsgevoel bij alle democratische partijen om een einde te maken aan een situatie die vooral gehandicapten, zieken en kansarmen treft. Een maatschappij die zichzelf respecteert, voert een beleid dat de menselijke waardigheid erkent en staat niet toe dat mensen onder een bepaalde drempel zakken. Ik kijk met belangstelling uit naar het antwoord van het Verenigd College.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenbossche.

De heer Michiel Vandenbossche. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb met veel begrip en bijna met ontroering geluisterd naar de overwegingen van de heer Vandenbossche. Hij stelde dat de zwakkeren niet de dupe mogen worden van een politieke crisis. De prioritaire aandacht voor de slachtoffers van het kapitalistisch systeem waarin wij leven, is behatenswaard.

Hoewel de heer Vandenbossche het met mij wellicht niet eens is over de oorzaken van armoede en dualiteit die ook in Brussel met de dag duidelijker worden, stel ik toch vast dat we gemeenschappelijk willen werken aan oplossingen.

Dat de vraag gesteld wordt of nu partijpolitieke spelletjes of eigen belang mogen opwegen tegen het algemeen belang, vind ik heel terecht. Ik hoop dat we de partijpolitieke spelletjes en het eigen belang niet laten prevaleren. Dat zou ons overigens geen stap dichterbij een oplossing brengen. Of willen sommigen echt van geen oplossing weten?

Door te zeggen dat de democratische oppositiepartijen niet willen bijdragen tot de oplossing van de crisis worden ze gestigmatiseerd. Dat is niet nodig. Het is de meerderheid die een oplossing moet zoeken. Dat wil nog niet zeggen dat wij het eens zijn met de oorzaken die de democratische oppositiepartijen aangeven voor de crisis. De SP blijft deel uitmaken van de meerderheid. *Pacta sunt servanda* blijft het adagium van de SP. De SP wenst niet met modder te gooien naar democratische oppositiepartijen. Dat zou niet getuigen van zelfrespect.

Dat Vlaamse beleidsverantwoordelijken van het Hoofdstedelijk Gewest als volksverraders van het ergste soort worden bestempeld door een partij die vertrekt vanuit een ondemocratisch en fascistisch programma, verwondert ons niet. We zullen degenen die dat gedachtegoed verdedigen met alle politieke en gerechtelijke middelen blijven bestrijden, elke dag opnieuw.

Voorts past het niet onder democraten de tegenstellingen, die inderdaad bestaan, op te schroeven. Als we daaraan toegeven dan maakt de bevolking het onderscheid niet meer tussen democraten en niet-democraten. Om deze stelling te illustreren verwijs ik naar de inoverwegingneming vanmorgen van de twee resoluties over de faciliteitenregeling in de zes randgemeenten. Inhoudelijk kan ik het met de resolutie ingediend door de Frans-taligen, niet eens zijn. Daarom heb ik een tegenresolutie ingediend die onverkort het Vlaams standpunt weergeeft en dat

gebaseerd is op de stellingname van de Vlaamse Regering en het Vlaams Parlement.

De heer Walter Vandenbossche. — Dat is hier niet terzake.

De heer Michiel Vandenbussche. — Wat u vanmorgen zei, was ook niet terzake. Het is niet omdat de tv-camera's weg zijn, dat ik mijn mening niet mag zeggen. Eerst heeft de CVP-fractie-voorzitter onze resolutie ondertekend, daarna heeft hij zijn handtekening ingetrokken. Na overleg met de Brusselse Regering heeft hij de resolutie weer ondertekend met de afspraak dat zowel Franstaligen als Nederlandstaligen van de meerderheid de inoverwegingneming van de beide resoluties zouden goedkeuren. *Pacta sunt servanda*. Toch stemde de CVP tegen de inoverwegingneming van de Franstalige resolutie.

De heer Guy Vanhengel. — Terecht, want onze argumenten werden goed bevonden.

De heer Michiel Vandenbussche. — De SP bleef haar woord getrouw. Ik voeg er wel aan toe dat de inconsequente houding van de CVP mee beïnvloed werd door de arrogante houding van de PRL-FDF-fractie, die zonder overleg met de Vlamingen in de meerderheid een anti-Vlaamse resolutie indiende samen met partijen van de oppositie.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Monsieur Vandenbussche, je crois que vous exagérez et que vous vous trompez de débat.

De heer Michiel Vandenbussche. — Het spektakel dat door de twee taalgroepen voor de tv-camera's werd opgevoerd was beschamend voor een democratische instelling.

Mijnheer de Voorzitter, ik kan het niet nalaten mij tot slot tot u te richten. De wijze waarop de discussie over de wijziging van de agenda en over de inoverwegingneming van beide resoluties, is gevoerd, was beschamend. Het reglement werd daarbij niet nageleefd. Met pijn in het hart heb ik vanmorgen afgezien van het woord — ik heb gezwegen als vermoord —, omdat in soortgelijke omstandigheden het Parlement, de democratische instelling bij uitstek, het best gediend wordt met te zwijgen.

Tot slot nog een laatste bedenking. Met zijn allen, zowel Vlamingen als Franstaligen, migranten, nieuwe Belgen, oude Belgen, mannen en vrouwen, hebben wij nood aan de uitbouw van een samenleving in Brussel waarin solidariteit centraal staat, een samenleving waarin iedereen zich thuis voelt en zich kan ontplooiën. Daarom doe ik een oproep tot de democratische fracties om af te zien van spektakel als dat van vanmorgen. We kunnen beter afspraken maken over de uitbouw van het Brussels Gewest binnen het Belgisch federaal bestel. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Harmel.

M. Dominique Harmel. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, je suis quelque peu surpris par la fin de l'intervention de M. Vandenbussche, car je me suis rendu compte, lors des débats animés de ce matin, que l'entente n'était pas des meilleures. Cependant, lorsqu'un certain nombre de règlements de compte ont lieu à partir de cette tribune, je trouve cela de mauvais goût et personnellement, cela ne m'intéresse absolument pas!

Mme Françoise Dupuis. — Ce n'est pas une question de goût!

M. Dominique Harmel. — Si vous trouvez cela normal, c'est votre droit! Vous avez une façon de gérer la Région bruxelloise que je ne partage pas.

Entre 1989 et 1995, il me semble que nos expressions étaient plus modérées, que nos actes étaient peut-être plus précis quant à un certain nombre de politiques que nous avons envie de mener en commun. Mais à cette période, nous n'avons jamais connu de moments de tension, de friction, voire même de séparation tels que nous les connaissons aujourd'hui, et qui sont graves. Si d'aucuns estiment qu'après nous avoir asséné quelques bonnes paroles, nous oublierons les actes posés par les uns et les autres, qu'ils se détrompent! Je ne tomberai pas dans ce piège et je demanderai que chacun prenne ses responsabilités.

Mme Anne-Sylvie Mouzon. — J'ai « peur »!...

M. Dominique Harmel. — On ne vous demande pas d'avoir peur, car depuis quelques temps on a le sentiment que, fonctionnement ou pas, cela ne vous intéresse pas beaucoup!

Mme Anne-Sylvie Mouzon. — C'est à moi que vous vous adressez?

M. Dominique Harmel. — Oui, étant donné que vous n'avez pas peur! Vous êtes extraordinairement silencieuse. C'est tellement vrai que je vous ai adressé une lettre, il y a quelques jours, vous demandant de réunir une commission afin de discuter d'un problème que nous avons examiné avec M. Chabert. Vous avez reçu un projet d'ordonnance le 17 janvier. Or, vous n'avez eu guère le temps de nous réunir avant le 12 mars. Je comprends donc que cela ne vous intéresse pas. C'est bien la preuve tangible que vous n'avez aucun intérêt pour cette Commission communautaire commune. Je le déplore, mais étant donné que vous m'avez demandé mon sentiment quant à la manière dont vous gérez les choses, je vous répondrai qu'elle est insatisfaisante. En effet, si vous avez besoin de deux mois pour discuter d'un problème budgétaire aussi important que celui-ci, c'est que vous n'y attachez aucune importance. Dans la négative, je me réjouis de vous entendre et de me donner la raison des délais que vous nous avez imposés.

M. Rufin Grijs, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — Revenons-en à l'interpellation. Tenons-nous-en au débat.

M. Dominique Harmel. — Monsieur le ministre, je n'éprouve aucune crainte et je n'ai nullement besoin de suivre un texte. Lorsque Mme Mouzon m'interpelle, je discute volontiers avec elle. Si vous pouvions modifier nos habitudes et tenir des débats, comme vous m'y invitez, plutôt que de nous envoyer des suites de belles lettres, bien rédigées, qui n'offrent parfois aucun intérêt ou qui ne sont pas conformes aux actes posés, cela ferait avancer le débat, donnerait lieu à des discussions plus constructives et permettrait de trancher vis-à-vis d'un certain nombre de politiques essentielles pour notre Région.

J'en reviens à l'interpellation de M. Vandenbossche qui soulève le point le plus délicat que nous connaissons depuis la mi-décembre, moment où une majorité n'a pas été capable dans un premier temps de voter le budget et dans un deuxième temps de voter des crédits provisoires pour le bon fonctionnement de l'Assemblée communautaire commune.

Il me plaît de rappeler que c'est d'autant plus préjudiciable que cette Commission communautaire commune ne traite que de matières de santé et d'aide aux personnes ainsi que de la problématique des handicapés. Ces derniers nous ont écrit pour tirer la sonnette d'alarme, mais n'ayez crainte, d'autres nous ont fait savoir que la situation devenait de plus en plus insupportable et précaire. Nous, membres de l'opposition, n'avons, à aucun moment, hésité d'apporter notre soutien au vote de crédits provisoires, parce que nous avons toujours refusé quelque chantage que ce soit à l'égard des plus faibles de notre Région.

Déjà à ce moment-là, nous avons invité le ministre à nous expliquer la méthode qu'il allait utiliser pour veiller à ce qu'il n'y ait pas rupture du paiement des subsides aux différentes institutions. J'avais déjà proposé que, si besoin en était, il convenait de nous réunir avant le 31 décembre, afin d'éviter quelques difficultés que ce soient. Le ministre m'avait rassuré en ces termes: «N'ayez aucune crainte! Vous savez que je connais à merveille les techniques budgétaires, monsieur Harmel! J'ai trouvé tout ce dont j'avais besoin. Dans un premier temps, les articles 40 et 44 seront d'application.»

M. Jos Chabert, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Monsieur Harmel, je confirme à cent pour cent les propos que j'ai tenus. J'ai parlé en détail des techniques. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet.

M. Dominique Harmel. — Mais, M. Vandebossche ne semble pas convaincu! Que je ne le sois pas, c'est normal! Mais pas pour M. Vandebossche!

M. Jos Chabert, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Je confirme ce que j'ai dit. Si d'aucuns vous font part de leurs inquiétudes, dans le même esprit constructif dont vous avez fait preuve en votre qualité de membre de l'opposition en votant les crédits provisoires, répondez-leur qu'elles ne sont pas fondées et qu'ils peuvent toujours s'adresser à nous. Je vous prie de me croire! Je n'ignore pas que certaines personnes veulent créer la panique.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer Chabert, u doet er beter aan de waarheid te spreken...

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Maar gij ook!

De heer Guy Vanhengel. — Anders zou het u wel eens zuur kunnen opbreken.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik ben niet degene die de kranten heeft opgebeld om hen te melden dat het College de aanvraag voor voorlopige kredieten te laat had ingediend en de leden er dus niet over konden beschikken, terwijl het tegendeel waar was!

De heer Guy Vanhengel. — Wij zullen het daar zo dadelijk over hebben!

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Van wie hadden de kranten die informatie?

De heer Guy Vanhengel. — Van mij! En ik zal straks de informatie van het Rekenhof openbaar maken die uw bewering ontkracht.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Welnu, ik zeg u met de grootste zekerheid dat wij correct hebben gehandeld. Ik heb de documenten bij mij die dat staven. U bent opnieuw geruchten aan het verspreiden. Ik ben ervan op de hoogte dat u informanten hebt bij het Rekenhof.

De heer Guy Vanhengel. — Dit neem ik niet. Het Rekenhof is een instelling ten dienste van de volksvertegenwoordigers en nu komt een collegelid hier beweren dat ik daar informanten zou hebben, terwijl ik mij op een zeer rechtmatige manier de docu-

menten waar ik recht op heb, heb laten overhandigen. Dat is een schande.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — U beschikte zelfs over de stukken vóór ik ze ontving.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, ik meen dat het uw plicht is collegelid tot de orde te roepen. Hij trekt de geloofwaardigheid van een eerbiedwaardige instelling in twijfel; een instelling die voor ons werkt. Nu beweert hij dat ik de informatie zou ontvangen voordat hij ze krijgt.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik zeg alleen dat u de informatie hebt...

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer Chabert, wat u doet, is insinueren en eerbiedwaardige ambtenaren die te onzer beschikking staan, intimideren en verdacht maken.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik heb nooit gezegd dat het Rekenhof niet mag informeren! Ik heb wel aangeklaagd dat u met die informatie eerst naar de kranten loopt vooraleer mij daarover één vraag te stellen.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer het collegelid, u vertelt onwaarheden over de bestaande situatie. Het is aan ons, parlementsleden, die instaan voor de controle op de werking van de uitvoerende macht, om duidelijk te zeggen waar het op staat.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik herhaal, mijnheer de Voorzitter, dat niets illegaal is gebeurd, dat het Rekenhof zijn visum heeft gegeven voor 54 miljoen aangevraagde voorlopige kredieten en dat het in plaats van voor 1,5 miljoen voorschotten bestemd voor instellingen waarvoor de heer Grijp bevoegd is, instemt met facturen voor hetzelfde bedrag. Daarmee is dat probleem opgelost.

De heer Walter Vandebossche. — Mijnheer de Voorzitter, sta mij toe eventjes het woord te nemen om te onderstrepen dat de mensen in het werkveld het recht hebben via het parlementaire debat zekerheid over hun situatie te krijgen.

Ik vind het zeer betreurenswaardig dat men, wanneer parlementsleden op dat vlak hun verantwoordelijkheid op zich nemen, dit interpreteert als oppositietaal. Dat is nochtans onze rol. Men heeft trouwens de toon van mijn interpellatie zeer goed gehoord: ik vraag en blijf vragen telkens burgers mij daarover aanspreken en zolang deze crisis duurt, dat de bevoegde ministers de mensen in het werkveld via het Parlement zekerheid geven. Dat is mijn verdomde recht en plicht en dat is wat anders dan de onzin die de heer Vandebussche hier net heeft uitgebraamd.

M. le Président. — La parole est à M. Harmel.

M. Rufin Grijp, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — Recommencez votre intervention, monsieur Harmel.

M. Dominique Harmel. — Pourquoi? N'avez-vous pas bien entendu ou pas bien compris?

M. Rufin Grijp, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — Je n'ai rien entendu d'intéressant jusqu'à présent!

M. Dominique Harmel. — Ainsi, monsieur le ministre Grijp, vous estimez que le refus de voter un budget de la Commission communautaire commune ainsi que des crédits provisoires et le fait de recourir à une technique boiteuse — les articles 40 et 44 sur la loi de la comptabilité — sont un non-événement !

Ces événements à eux seuls justifient, comme l'a demandé M. Vandebossche, que le Gouvernement réponde à la question de savoir s'il compte fonctionner de cette manière jusqu'au mois de mai ou juin 1999. Pouvez-vous me répondre par oui ou par non, monsieur le ministre ? Le Gouvernement imagine-t-il pouvoir fonctionner jusqu'en 1999 sur la base des articles 40 et 44 dans le cadre du budget de la Commission communautaire commune ?

M. Rufin Grijp, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d' Aide aux personnes. — Le Gouvernement vous dit oui !

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ja en oui !

M. Dominique Harmel. — Dès lors, je me permets d'attirer votre attention sur la lecture de l'article 44. Allons au fond du problème ! Que stipule cet article 44 ? « Dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévisibles... »

Monsieur le ministre, si vous parveniez à me plaider le cas d'urgence, les circonstances exceptionnelles et imprévisibles de décembre 1997 à juin 1999, j'ignore ce que vous répondra la Cour des comptes mais je doute fort — et je reviens ainsi à la question de M. Vandebossche sur la sécurité par rapport à l'ensemble des associations — que la Cour des comptes — qui, comme l'a dit M. Vanhengel, avait déjà de grandes réticences à vous accorder le visa à votre première demande, qui en aura d'autres concernant la deuxième, la troisième, la quatrième et la cinquième demandes — jouera de la manière dont vous essayez de la faire jouer.

J'aimerais aussi que nous puissions avoir très rapidement un débat en commission sur la base des différents projets d'ordonnance que vous allez devoir déposer dès le moment où vous aurez dépassé les crédits que vous aviez prévus initialement. Puisqu'il n'y a pas eu de budget et que nous n'avons pas été à même d'intervenir a priori puisque nous ne savons pas très bien quel budget vous allez dépenser, il faudra que vous nous donniez l'ensemble des pièces qui justifient les dépenses, puisqu'au même titre que la Cour des comptes, nous avons le droit, à partir du moment où il n'y a ni budget ni crédits provisoires, de savoir exactement les dépenses que vous faites. C'est en tout cas ce que j'exige très clairement aujourd'hui à cette tribune.

Un dernier point, monsieur le ministre. Je ne perçois pas la manière dont vous allez, contrairement à ce que j'ai pu lire dans la presse, organiser la politique des investissements qui avait été soi-disant prévue avant que M. Vic Anclaux ne nous quitte. Vous savez comme moi que ce n'est pas parce que vous avez pris une décision tous ensemble sur un programme qui concerne plusieurs exercices que vous avez à ce moment-là déterminé l'imputation de ce programme sur chacun des exercices budgétaires. Il ne faut pas nous raconter n'importe quoi. Il faudra donc que vous m'expliquiez comment, sur la base de projections qui ont été faites à très long terme — M. Grimberghs vous a déjà posé à ce sujet des questions très pertinentes auxquelles nous n'avons pas obtenu beaucoup de réponses —, vous allez pouvoir mettre maintenant en œuvre ce financement et ces différents paiements. En effet, sur la base des articles 40 et 44 tels que vous les invoquez, c'est totalement impossible. En investissements,

c'est impossible. Alors, monsieur le ministre, rassurez-moi. Expliquez-nous le montage et dites-nous bien que la Cour des comptes vous suit, car je pense que vous n'avez pas toutes les garanties.

Ayant entendu la fin de l'intervention de M. Vandebossche, qui a tenu ici un discours extraordinairement responsable, qui était d'ailleurs, comme je le lui ai dit, davantage un discours de l'opposition que de la majorité, je tiens à rappeler que nous, parti de l'opposition, nous avons fait les efforts nécessaires pour faire survivre ce modèle bruxellois auquel nous sommes attachés et auquel nous croyons. Aussi, monsieur le ministre, je veux bien être le médiateur, si vous avez un problème pour retrouver une majorité du côté néerlandophone. Demandez-le moi, je veux bien être le médiateur, puisque je constate qu'il y a quelques difficultés à se parler. Mais de grâce, faites en sorte que cette majorité perdue soit vite retrouvée. Cela, monsieur le ministre, c'est votre responsabilité, ce n'est pas la mienne. Faites en sorte que l'on sorte de l'imbroglio ou, en tout cas, de l'insécurité, soulevée par M. Vandebossche, soulevée par chacun d'entre nous, majorité et opposition confondues, car nous sommes convaincus que ce système pourrait — j'utilise bien le conditionnel — peut-être tenir quelques instants, mais sera incapable de tenir la route jusqu'en 1999. Nous créons là de graves difficultés et nous manquons à nos obligations élémentaires dans un secteur qui est le plus faible. De surcroît, nous condamnons ainsi à terme le modèle bruxellois. Je pense, en effet, que si cette Commission communautaire commune qui est le lieu de rencontre entre nos différentes communautés et qui pourrait même jouer un rôle au niveau culturel n'existait plus, les efforts que certains d'entre nous ont déployés depuis 1989 auront été vains, ce que je regretterais amèrement et que je ne pourrai jamais accepter. *(Applaudissements sur les bancs P.S.C.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandebossche voor een persoonlijk feit.

De heer Walter Vandebossche. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil nogmaals uiting geven aan onze grote bezorgdheid voor bepaalde groepen in de samenleving, waar zowel de Vlamingen als de Franstaligen verantwoordelijk voor zijn. Wij betreuren dat deze problematiek steeds tot een conflict tussen meerderheid en oppositie wordt gereduceerd. Niemand zal ontkennen dat we in de GGC met een zeer delicate situatie worden geconfronteerd. Daarom moeten we tijdens elke vergadering benadrukken dat deze groepen geen gevaar lopen. Dat is de reden van mijn interpellatie.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanhengel.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil het naar aanleiding van de moeilijkheden binnen de GGC hebben over de problematiek van de internationale verdragen, die hier reeds even werd aangeraakt enerzijds, ...

De Voorzitter. — Mijnheer Vanhengel, dat is niet het onderwerp van de interpellatie.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, het feit dat internationale verdragen niet meer kunnen worden geratificeerd, is één van de problemen die de gebrekkige werking van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met zich meebrengt.

De Voorzitter. — Uw interpellatie gaat daar niet over.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, de interpellatie gaat over de moeilijkheden binnen de GGC. Ik zal

over de ratificatie van internationale verdragen echter zeer kort zijn. In tegenstelling tot wat de eerste minister gisteren in de Senaat heeft laten uitschijnen, moet een internationaal verdrag zoals het Verdrag van Amsterdam wel degelijk door de GGC worden geratificeerd.

De Voorzitter. — Mijnheer Vanhengel, ik vraag u om u aan het onderwerp van de interpellatie van de heer Vandenbossche, namelijk de problemen rond de gehandicapten, te houden.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, in de tekst die de heer Vandenbossche naar aanleiding van zijn interpellatie heeft ingediend, staat zeer duidelijk dat hij het over de problemen binnen de GGC wil hebben. De huidige crisis heeft verschillende aspecten. Er is een institutioneel aspect; er zijn de personen die rechtstreeks bij het gevoerde beleid betrokken zijn, er is een juridisch aspect, een budgettair aspect en nog vele andere. Ook de moeilijkheden rond de ratificatie van internationale verdragen is daar één van. In andere assemblees heeft men het reeds over de problemen rond dit thema binnen de GGC gehad. Sta mij dan ook toe om hierover even mijn standpunt te verduidelijken.

De Voorzitter. — Mijnheer Vanhengel, we hebben het vandaag niet over dit thema.

Mme Françoise Dupuis. — Monsieur le Président, ce que dit M. Vanhengel n'est pas vrai. Il s'agit des groupes qui pourraient être visés par cette politique.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal mijn standpunt dan in de pers laten verkondigen, waarschijnlijk tot grote ergernis van minister Chabert. Ik kan echter met juridische stukken aantonen dat de beweringen die de eerste minister hierover gisteren in de Senaat heeft afgelegd, niet juist zijn.

In de tweede plaats wil ik het hebben over het vrijmaken van middelen en over de problemen rond de manier waarop het Rekenhof krachtens artikel 40, paragraaf 2, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit al dan niet voorlopige visa verleent voor de uitgaven waarvoor de Regering en het College visa vragen. Ik herhaal in alle sereniteit dat het Rekenhof ten behoeve van de Parlementen werkt. De verschillende demarches van een Regering die niet over een goedgekeurde begroting of voorlopige kredieten beschikt, vergen een uitzonderlijke procedure, die openbaar moet zijn zodat zij die deze begrotingen normaal moeten goedkeuren of aanpassen een duidelijk zicht op de operaties krijgen. Het is dan ook vanzelfsprekend dat het Rekenhof op eenvoudige aanvraag zijn briefwisseling met de Regering of het College ter beschikking stelt, evenals de notulen van de vergaderingen waarin wordt beslist over het al dan niet toekennen van voorlopige visa. Deze documenten zijn op dit ogenblik zeer belangrijk omdat ze niet overeenstemmen met dat wat de minister bij hoog en bij laag in de media beweert. In dit verband wil ik de minister uit een brief die hij op 4 februari 1998 van het Rekenhof ontving, citeren. Het Rekenhof stelt over de 55 miljoen die de minister vroeg: «Het Rekenhof herinnert aan zijn brief van 14 januari 1998 die tot op heden onbeantwoord bleef». De minister beweert altijd dat hij de wettelijke procedures strikt naleeft. In de aanhef van deze brief wijst het Rekenhof de minister er echter op dat hij nog geen antwoord heeft gegeven op de opmerkingen die in een vorige brief werden geuit. Gelet op de aard van het dossier kan men de bewoording als dringend ervaren. De minister roept weliswaar de urgentie in, maar lijkt niet geneigd om snel op vragen te antwoorden.

«Verder wenst het Rekenhof te vernemen op welke wijze aan het laatste lid van paragraaf 2, van artikel 40 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit wordt voldaan, zodat

het Rekenhof een definitief visum kan verlenen.» Artikel 40, paragraaf 2, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit voorziet in een onmiddellijke regularisatie als krachtens dit artikel een voorlopig visum voor uitgaven wordt verleend. Deze regularisatie kan enkel via een ordonnantie waarover de Verenigde Vergadering van de GGC moet stemmen. De minister heeft deze ordonnantie tot regularisatie op de valreep bij het Parlement ingediend. Toen ik even voor het einde van de indieningstermijn de bevoegde diensten hierover een vraag stelde, werd mij geantwoord dat ze nog niet was ingediend. Later heeft men mij gemeld dat de minister ze per bode op het kabinet van de voorzitter heeft laten bezorgen.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Om welk uur heeft u die vraag gesteld?

De heer Guy Vanhengel. — Om vijf voor twaalf en toen antwoordden de diensten dat de ordonnantie nog niet was ingediend. Nadien heeft men mij verteld dat ze op dat ogenblik toch al was ingediend. De minister was dus te laat. Ik heb mijn vraag immers op het gepaste tijdstip gesteld.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — De diensten hadden u moeten antwoorden dat de dag nog niet voorbij was en dat de documenten nog altijd konden binnenkomen.

De heer Guy Vanhengel. — De agenda was afgehandeld. U was dus te laat.

De Voorzitter. — De minister had dit probleem kunnen voorkomen door niet tot het laatste moment te wachten om zijn ordonnantie in te dienen. Hij beschikte over een maand en heeft tot twaalf uur van de dertigste dag gewacht.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — De heer Vanhengel heeft tegenover de journalisten beweerd dat ik de ordonnantie niet op tijd heb ingediend.

De heer Guy Vanhengel. — De minister heeft ze niet op tijd ingediend. Evenmin heeft hij geantwoord op de brief van het Rekenhof van 14 januari. Het Rekenhof schrijft verder: «In toepassing van voormeld artikel 40, paragraaf 2, dient het Rekenhof zijn voorlopig visum te beperken tot het bedrag van de voorgelegde schuldvorderingen.» Om van deze uitzonderlijke procedure te kunnen gebruik maken, moet een zeer gedetailleerde en duidelijke schuldvordering worden ingediend. Blijkbaar is de minister er ook in dit geval niet in geslaagd om dit tijdig te doen.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Hoe komt u daarbij?

De heer Guy Vanhengel. — Dat staat in de derde paragraaf van de brief van 4 februari van het Rekenhof aan de minister. «Zoals blijkt uit hiernavolgende tabel wordt een bedrag van 1 562 228 frank niet verantwoord door voorgelegde schuldvorderingen.» Deze brief is correct en ik vraag de minister dan ook op te houden met het in twijfel trekken van mijn woorden.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Ik nodig de heer Vanhengel uit om die brief samen te bestuderen.

De heer Guy Vanhengel. — «Met verwijzing naar de in rand vermelde beslissing heeft het Rekenhof derhalve beslist

een voorlopig visum te verlenen ten belope van 55 080 297 frank.» Dat is dus ongeveer anderhalf miljoen minder dan wat de minister had gevraagd.

Uit deze brief blijkt ten eerste dat de minister niet gehaast is om te antwoorden op de opmerkingen van het Rekenhof. Ten tweede laat het Rekenhof de minister duidelijk weten dat het om een uitzonderlijke procedure gaat en het vraagt de minister hoe hij zich gaat schikken naar artikel 40, paragraaf 2, laatste lid. De minister moet een antwoord schuldig blijven omdat hij in dit Parlement niet over een meerderheid beschikt om een dergelijke regularisatie uit te voeren. In de derde plaats stel ik vast dat de notulen van het Rekenhof, die ten grondslag liggen van deze brief, de beweringen van de minister in de media, namelijk dat alle uitgaven van de GGC zonder probleem kunnen worden gedaan, duidelijk tegenspreken.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — **De heer Vanhengel** doet de waarheid geweld aan, mijnheer de Voorzitter.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, de minister heeft op TV-Brussel beweerd dat belangrijke investeringen zullen worden gedaan.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — **De heer Vanhengel** weet zeer goed dat wat hij nu zegt, niet juist is. Ik heb gesproken over de dringende en noodzakelijke uitgaven. **De heer Vanhengel** laat die woorden weg. Hij zegt dat ik het over alle uitgaven heb.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal tegen de volgende vergadering de integrale tekst van het interview met de minister ronddelen. De minister had het zojuist nog over «alle uitgaven». Hij geeft stelselmatig de indruk dat er niets aan de hand is. (*De heer Chabert protesteert.*)

Mijnheer de Voorzitter, kan een parlamentslid hier nog spreken zonder dat hij constant wordt onderbroken?

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — **Mijnheer de Voorzitter**, **de heer Vanhengel** moet de waarheid spreken.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, ik spreek de waarheid. In de notulen van de vergadering van het Rekenhof van 4 februari 1998 staat met betrekking tot de wijze waarop de minister kredieten vraagt: «De rapporteurs van het Rekenhof stellen verder dat door de betrokken directies» — bedoeld worden de directies van het Rekenhof die de dossiers van de minister behandelen — «het ontwerp van ordonnantie ingediend op 20 januari 1998 grondig moet worden onderzocht». Er moet een diepgaand rapport worden opgesteld. Tevens staat er: «... dringend het rechtmatigheidsonderzoek moet worden opgestart met het oog op het verlenen van een definitief visum.» Een dergelijk visum kan slechts worden verleend nadat in de GGC een ordonnatie ter regularisatie voor de gevraagde kredieten werd goedgekeurd. «... van alle voorlopig geviseerde en gestaafde uitgaven erop toeziende dat nieuwe uitgaven worden verworpen.» Uit een analyse van de notulen van het Rekenhof blijkt dus dat het duidelijk is dat voor alle nieuwe uitgaven die de minister krachtens artikel 40, paragraaf 2, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, via de GGC zou willen doen, door het Rekenhof de toestemming zal worden geweigerd. De minister kan achteraf niet beweren verbaasd te zijn over een eventuele weigering. Met de documenten in de hand hebben we aangetoond dat hij het kon weten.

De kloof over de werking van de GGC en de manier waarop men tegen deze crisis aankijkt gaapt niet zozeer tussen de meerderheid en de oppositie. De incidenten van deze morgen hebben aangetoond dat dit zeker aan Vlaamse kant niet het geval is. Er groeit een kloof tussen de Vlaamse Parlementsleden en de twee Vlaamse ministers in de Brusselse Regering. Dit bleek uit de stemming van vanochtend. Het feit dat de twee ministers hier zonder steun van hun Franstalige collega's moeten komen antwoorden, getuigt van de complexiteit van de huidige crisis. De twee Vlaamse ministers worden door hun Franstalige ministers het moeras in gestuurd, waarin ze steeds verder weg zinken. Ze beseffen niet hoe diep ze reeds gezonken zijn. Ze sleuren de Brusselaars mee het moeras in. Ze leggen de verantwoordelijkheid voor de crisis bij degenen die nu in de oppositie zitten. De echte verantwoordelijkheid ligt echter bij hen die als struisvogels hun kop in het zand steken en doen alsof er niets aan de hand is. Dit is een verpletterende verantwoordelijkheid.

M. le Président. — La parole est à Mme Nagy.

Mme Marie Nagy. — Devrons-nous attendre, monsieur le ministre, que des élections aient lieu pour voir la fin de scènes surréalistes? Vous avez un membre de la majorité qui dit faire honorablement et sans aucune arrière-pensée politique — en dépit de ses déclarations dans la presse nettement plus explosives que les discours qu'il tient ici — son travail de parlementaire en relayant les préoccupations des plus démunis que sont les personnes handicapées.

Dans le débat, le ministre Chabert, s'adressant à un membre de l'opposition qui pratique pourtant — comme nous d'ailleurs — une opposition constructive, sans faire monter les enchères, sans essayer de mener un jeu visant à opposer la majorité flamande et la majorité francophone, lui explique qu'il doit aller rassurer les gens qui ont des inquiétudes. Il le regarde, lui, en face alors qu'il devrait s'adresser au membre de son parti qui, lui, exprime des inquiétudes. J'aurai l'occasion de revenir sur ce sujet.

Nous avons aussi entendu un représentant de l'autre parti de la majorité néerlandophone qui nous a expliqué en long et en large les marchandages entre partis politiques et entre les différents groupes de ce Parlement, pour parvenir à tenir une séance qui ne tourne pas à l'explosion et à l'affrontement entre les différentes composantes du Conseil. Il y a de quoi perdre ses repères! On n'est plus ici, monsieur le ministre, dans le jeu simple de l'opposition et de la majorité, la confusion est totale. Tout le monde tire sur tout le monde! Et les membres de l'opposition francophone doivent quelque part essayer de rappeler que l'intérêt général dans cette région est peut-être de défendre les institutions bruxelloises au-delà des secousses sismiques qui ébranlent notre système politique et dont nous serons victimes puisque les élections approchant peut-être, chacun va y mettre du sien et aborder le thème favori des chutes de Gouvernement que sont les enjeux communautaires.

Je me permets donc, monsieur le ministre, de revenir sur la note de la Cour des comptes et sur l'application des articles 40-41 des lois sur la comptabilité. Il ne sert à rien de nier que nous nous trouvons devant une difficulté réelle. Vous n'avez pas de majorité et vous êtes obligés, parce que nous sommes dans un Parlement de législature, de trouver une majorité de rechange. Vous faites appel à une disposition légale qui était prévue pour s'appliquer en cas de guerre, d'invasions..., qui n'a rien à voir avec la situation actuelle. Les choses ne sont donc pas simples et je ne reviendrai pas sur l'explication qu'a donnée notre collègue Vanhengel concernant les remarques de la Cour des comptes qui vous demande de vous justifier, ce que vous ne semblez pas être disposé à faire dans des délais rapides. Mais que vous le vouliez ou pas, il faudra le faire puisque nous devons prendre connais-

sance du projet d'ordonnance qui doit, en principe régulariser les dépenses que vous avez effectuées. Pour ma part, je me réjouis d'aller en commission et d'en discuter!

Cela dit, c'est le droit le plus strict du parlementaire d'examiner avec attention les remarques de la Cour des comptes. Surtout monsieur le ministre, — et j'en reviens au sujet même de l'interpellation — que le secteur bi-communautaire est inquiet. De plus, il a toujours fait l'objet d'un certain désintérêt car une des composantes de votre majorité considère que ce secteur ne doit plus vraiment exister! Nous avons d'ailleurs déjà eu des débats dans cette enceinte sur l'avenir du bi-communautaire et monsieur le ministre, vous aviez pris des engagements concernant des extensions voire de nouvelles initiatives de la Commission communautaire commune pour 1998 et 1999.

Or, la situation politique dans laquelle vous vous trouvez ne vous permet pas de tenir vos engagements. Donc le secteur s'inquiète et alerte avec raison les parlementaires. Je lis ici quelques sont leurs craintes, ils disent: «plusieurs centres de jour avaient promis à certains handicapés de les accueillir à partir du 1^{er} janvier 1998, que faire maintenant? Les plus démunis seront-ils encore une fois les dupes de l'affaire? Les handicapés sont-ils à nouveau pris en otages? L'accord intersectoriel du 24 avril 1997 est-il considéré comme nul et non avenu? Devons-nous aller manifester pour réclamer nos droits et ceux des personnes handicapées? 44 nouvelles classes qui avaient été promises par la majorité ne pourront pas être ouvertes alors que le secteur les attendait». Vous ne pouvez donc pas déclarer comme vous venez de le faire, qu'il n'y a pas de problème, que tout va bien, que vous avez la situation sous contrôle... ce n'est pas tout à fait ce que le secteur ressent.

Le secteur du bi-communautaire avait en outre des problèmes liés au fait que les conseils consultatifs ne se réunissent pas, que les législations ne sont pas actualisées et qu'il y a de grandes différences par rapport à ce qui existe dans le secteur unicomunautaire. Et je vous rappelle, monsieur le ministre, que la table ronde inter-sectorielle ne s'est jamais réunie. Ce secteur est donc aujourd'hui victime de la situation budgétaire dans laquelle votre situation politique le plonge. Ce secteur est en crise en raison du désintérêt de votre majorité tout au long de ces années. Et malheureusement, nous en avons ici un nouvel exemple, que vous souhaitez certes minimiser mais qui est réel et qu'il faudrait peut-être affronter.

Monsieur le ministre, la situation politique est extrêmement difficile et personne ne se réjouit de voir la situation dans laquelle se trouvent les partis de la majorité. Mais comme mon collègue Harmel l'a indiqué, il est de votre responsabilité d'essayer de trouver une solution. Et en entendant les diverses opinions qui se sont exprimées sur les bancs du SP et du CVP, on n'a pas l'impression qu'il y ait une réelle volonté de sortir de la crise.

J'entends différents points de vue. Monsieur Vandebossche nous indique que cela prouve que la Région peut fonctionner sans majorité flamande. Je dirai qu'au contraire, monsieur Vandebossche, votre interpellation démontre qu'il y a une difficulté à gérer ce secteur sans majorité au sein du groupe linguistique néerlandophone. Et il relève de votre responsabilité, monsieur le ministre, de formuler une proposition à ce Conseil pour résoudre le problème. Ou bien, monsieur Chabert, vous êtes résigné à fonctionner d'une manière qui n'est pas celle qui est prévue en matière budgétaire. M. Harmel vous a d'ailleurs posé la question de savoir si vous étiez disposé à continuer à travailler de cette manière jusqu'à la fin de la législature.

Vous donnez l'impression d'y être résigné. Nous sommes donc dans l'impasse et je souhaiterais que vous me rassuriez en nous disant que vous n'allez pas nous faire vivre des situations similaires à celle de cet après-midi jusqu'en 1999!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lootens-Stael.

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Vandebossche had het zojuist terecht over de «onzin van Michiel Vandebussche». Voor de tweede maal deze week maakt de heer Vandebussche een ongelooflijke uitschuiver. De eerste uitschuiver maakte hij onder nog ongelukkigere omstandigheden woensdag jongstleden in het Vlaams Parlement. Voor de tweede maal deze week wijkt hij in een belangrijk debat ver van het onderwerp af.

De Voorzitter. — Mijnheer Lootens, we hebben het niet over de heer Vandebussche.

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Vandebussche heeft zojuist een opmerking gemaakt die mij persoonlijk raakte. Sta mij dan ook toe hierop kort te reageren. Voor de tweede maal deze week maakt de heer Vandebussche van het parlementaire spreekgestoelte misbruik om de militanten en de vertegenwoordigers van mijn partij en de mensen die voor het Vlaams Blok hebben gestemd, uit te schelden. Hierbij wijkt hij van het onderwerp van het debat af.

De Voorzitter. — Mijnheer Lootens, ik geef u niet het woord om een collega op een dergelijke wijze te bekritisieren.

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mijnheer de Voorzitter, in het Vlaams Parlement heeft de voorzitter beslist om dergelijke beledigingen ten aanzien van een politieke partij uit de notulen te schrappen. Ik hoop dat dit in de toekomst ook in deze assemblee zal gebeuren. Het zal de geloofwaardigheid van het Brussels Parlement ten goede komen. Het is echter een feit dat de heer Vandebussche tot tweemaal toe een uitval naar het Vlaams Blok doet omdat hij op die manier wenst te verdoezelen dat zijn partij weigert voor de Brusselse Vlamingen in de bres te springen.

De problemen van de Brusselse gehandicapten zijn zeker niet onbelangrijk. Toch moeten we ook kijken naar het meer fundamentele probleem: de onhoudbare toestand in de GGC. De alarmerende berichten in de pers over vier tweetalige instellingen voor anders-validen hebben de heer Vandebossche waarschijnlijk tot het houden van zijn interpellatie geïnspireerd. Gelet op hun precaire financiële toestand dreigen deze instellingen het slachtoffer te worden van de crisis binnen de GGC. Blijkbaar was de heer Vandebossche niet op de hoogte van het feit dat twee van deze instellingen, het dagcentrum «Centre de vie» te Jette en «Timber» in Sint-Pieters-Woluwe, in het verleden door de Vaste Commissie voor Taaltoezicht herhaaldelijk werden veroordeeld wegens het niet-naleven van de taalwetgeving. Zo beschikken beide instellingen niet eens over Nederlandstalige statuten. Zij zijn dus symptomatisch voor de communautaire problemen die de werking van de GGC op dit ogenblik verlammen. Het getuigt mijns inziens dan ook van onnoemelijk veel lef dat deze instellingen bij de GGC klagen terwijl ze zelf door hun onwettelijke houding hebben bijgedragen tot de huidige toestand.

Een oud, maar wijs Vlaams spreekwoord stelt dat zachte heelmeeesters stinkende wonden maken. Wij mogen ons bijgevolg niet blindstaren op de symptomen van de crisis binnen de GGC, maar we moeten de problemen bij de wortels aanpakken. Eerst moeten de rotte plekken in de structuur en de werking van de GGC verdwijnen. Alleen op die wijze kunnen we een oplossing bieden voor de problemen van de bevolking in het algemeen en deze doelgroepen in het bijzonder.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gatz.

De heer Sven Gatz. — Mijnheer de Voorzitter, de noodkren van een deel van de sector die onder de bevoegdheid van de GGC valt, vormen de aanleiding tot dit debat. Met deze noodkren geven zij uiting aan hun ongerustheid die door sommigen wordt aangewakkerd. Ik laat in het midden wie deze noodkren aanwakkerd.

Onmiddellijk na deze noodkreet antwoorden de ministers Chabert, Grijp, Hasquin en Gosuin in de pers dat de instellingen zonder probleem zullen worden uitbetaald en dat de personen die dat nodig hebben, kunnen worden opgenomen. De minister impliceert in zijn antwoord dat niet alleen de huidige lonen en werkingskosten, maar ook nieuwe initiatieven zoals uitbreidingen zullen worden vergoed. Een aantal instellingen had blijkbaar de belofte gekregen dat zij in 1998 nieuwe mensen kon opnemen. De minister is van plan om deze beloften in te lossen. Men kan zich hier echter een aantal vragen bij stellen. Wat betekent dit concreet? Volgen er nog dergelijke maatregelen? Is de minister van plan om een beleid te voeren alsof hij over een volwaardige begroting beschikt? Ook ik heb de minister op TV-Brussel horen beweren dat hij van plan is om een aantal investeringskredieten vrij te maken. Dit lijkt mij allemaal zeer betwistbaar. Alles draait rond de interpretatie van het begrip «bijzondere kredieten». Blijkbaar verschillen de meningen daaromtrent.

Het Rekenhof heeft de minister een aantal voorwaarden opgelegd. Ik heb niet de indruk dat de minister zich daar strak aan houdt. Misschien kan hij mij in zijn antwoord van het tegendeel overtuigen. De minister geeft de indruk voor zijn beleid over een goedgekeurde begroting te beschikken. Op menselijk vlak heb ik daar geen probleem mee. De minister zou echter op politiek en juridisch vlak enige terughoudendheid aan de dag moeten leggen. Juridisch gezien is er geen begroting en op politiek vlak moeten we ons afvragen welke rol het Parlement uiteindelijk nog vervult. Moet het worden ontbonden of is de minister van plan om tot 1999 te regeren met volmachten die hij niet heeft gekregen? De minister doet alsof hij over volmachten beschikt en hiermee negeert hij de wil van het Brussels Parlement.

De minister steekt zijn kop in het zand en doet niets om de crisis te deblokkeren.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens de heer Gatz te wijzen op het feit dat ook zijn partij de begroting heeft opgesteld en het regeerakkoord heeft goedgekeurd. Het is dan ook sterk dat hij dergelijke dingen durft te beweren.

De heer Sven Gatz. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Vandenbossche heeft deze morgen en vanmiddag zijn nummer-tje reeds mogen opvoeren. Deze morgen gebruikte hij een radicaal discours, vanmiddag gooit hij het over een andere boeg. Hij moet ervoor opletten dat hij geen parodie van zichzelf wordt.

De heer Walter Vandenbossche. — U bent helemaal géén nummer, mijnheer Gatz.

M. le Président. — La parole est à M. Grijp, membre du Collège réuni. (*M. Grimberghs demande la parole.*)

Le règlement autorise dix minutes par groupe politique reconnu et M. Harmel a utilisé son temps de parole. J'aurais bien voulu vous donner la parole, mais tel est le règlement.

M. Denis Grimberghs. — Monsieur le Président, la seule chose que je veux dire c'est que nous n'avons pas pris l'initiative de provoquer un débat de ce type aujourd'hui, dans cette Assemblée. Nous prenons acte que certains jouent à l'arroseur arrosé.

Il y aura donc des débats. Ne vous inquiétez pas: je déposerai des interpellations aussi nombreuses que celles de M. Vandenbossche sur ce sujet.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Grijp, lid van het Verenigd College.

De heer Rufin Grijp, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen. — Mijnheer de Voorzitter, de interpellatie van de heer Vandenbossche is, na alles wat over dit onderwerp in de pers is beweerd, zeker terecht. De volksvertegenwoordigers hebben recht op juiste informatie.

Tijdens de debatten in de Verenigde Vergadering van december 1997 hebben sommigen erop gewezen dat de weigering om de begroting voor 1998 en de voorlopige kredieten goed te keuren voor de gesubsidieerde instellingen problemen met zich zouden brengen. Dat het daarbij gaat om instellingen die instaan voor de maatschappelijke dienstverlening aan zwakkere bevolkingsgroepen zoals bejaarden, gehandicapten en zieken, maakt het standpunt van de Verenigde Vergadering alleen maar schrijnender.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je voudrais féliciter M. Harmel et son groupe, ainsi qu'ECOLO pour la façon dont ils se sont conduits en la matière.

Omdat het Verenigd College deze bevolkingsgroepen niet wil gijzelen, werd meteen naar manieren gezocht om zo optimaal mogelijk aan de schrijnende sociale noden binnen het Brussels Gewest tegemoet te komen.

De interpellatie van de heer Vandenbossche werd wellicht geïnspireerd door een artikel in *De Standaard*, die blokletterde dat «Brusselse politici de gehandicapten gijzelen.» Het Verenigd College heeft onmiddellijk gereageerd teneinde een aantal zaken recht te zetten. Omdat de heer Vandenbossche het vooral heeft over het gehandicaptenbeleid antwoord ik en niet mijn collega.

Wat betreft het gehandicaptenbeleid meent het Verenigd College dat het intersectoraal akkoord 1997-1999 consequent moet worden uitgevoerd. In dat akkoord was voorzien dat, gespreid over drie jaar, 25 miljoen extra voor de uitbreiding van de voorzieningen voor gehandicapten wordt uitgetrokken. Wij hebben in uitvoering van dat akkoord een programma uitgewerkt en in december 1997 aan de Adviesraad vorgelegd. De stelling van mevrouw Nagy dat de adviesraden op dit ogenblik niet meer functioneren, is dus onjuist. De Adviesraad heeft het voorstel goedgekeurd zodat met de uitvoering ervan kon worden gestart.

Ik wil u erop wijzen dat het programma is uitgewerkt door een werkgroep die maandelijks samenkomt en die uit vertegenwoordigers van de kabinetten, de Administratie, de Adviesraad en de drie grote koepelorganisaties uit de sector is samengesteld. Omdat het om een intersectoraal akkoord gaat, werden ook de vakbonden uitgenodigd. Er is dus zeer intensief met de mensen op het terrein overlegd. Op 18 februari zal de werkgroep de uitvoering van dit programma definitief vastleggen.

De uitbreiding van het aantal plaatsen in de instellingen voor gehandicapten heeft dus helemaal geen vertraging opgelopen, zodat de «noodkreet» in *De Standaard* op zijn minst voorbarig kan worden genoemd. De noden in de gehandicaptensector zijn echter zeer groot. Wij moeten dus bij het toekennen van subsidies en tegemoetkomingen een afweging maken. Omdat de vraag naar tegemoetkomingen groter is dan het aanbod, vrezen sommige instellingen uit de boot te vallen. Een dergelijke vrees ligt waarschijnlijk ten grondslag van het artikel in *De Standaard*.

De leden van de Verenigde Vergadering weten ondertussen dat de voorschotten worden uitbetaald op basis van artikel 40 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Dit artikel stelt dat het Verenigd College van het Rekenhof een voorlopig visum kan vorderen wanneer de begunstigen door het uitblijven van een betaling een ernstig nadeel dreigen te onderkennen. In dat geval beperkt het Rekenhof zijn voorafgaande controle tot het onderzoek van de juistheid van de schuldvoordering. Dit is trouwens reeds gebeurd voor de uitbetaling van de voorschotten voor de maand januari aan alle instellingen voor gehandicapten.

Nu kom ik tot de andere domeinen van het welzijnsbeleid. In de eerste plaats is er de algemene maatschappelijke dienstverlening. Wat betreft de OCMW's ligt het besluit van het Verenigd College betreffende de verdeling van het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn voor bij de Raad van State. Na goedkeuring in tweede lezing zal het worden uitgevoerd. U weet dat we hebben beslist om de financiële overdrachten van de rijkere naar de armere gemeenten te verlengen. De thesaurieproblemen van de OCMW's zijn dringend genoeg om een uitbetaling te kunnen verantwoorden.

De private centra voor maatschappelijk werk en de centra voor justitieel werk kregen in het verleden driemaandelijke voorschotten uitbetaald. Ook zij worden vanaf maart 1998 in het systeem van de maandelijkse voorschotten opgenomen. We zullen erop toezien dat ook hier de verplichtingen van het intersectoraal akkoord worden nagekomen. Hetzelfde geldt trouwens voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

De thuislozenzorg is ook belangrijk. In deze sector subsidieert de GGC een crisisopvangcentrum, een nachtasiel, drie onthaalhuizen, vijf projecten voor begeleid wonen en het straatwerk. We werken momenteel aan de subsidiebesluiten voor 1998 voor al deze instellingen. Ook deze besluiten zullen binnenkort ter goedkeuring aan het Verenigd College worden voorgelegd. Deze instellingen kunnen dan in het systeem van de maandelijkse voorschotten worden opgenomen.

Het Verenigd College tracht in de gegeven omstandigheden zo goed mogelijk werk te leveren, met zo weinig mogelijk negatieve gevolgen voor de gesubsidieerde instellingen en de zwakke bevolkingsgroepen waarvoor zij instaan. Indien nodig kan dit systeem tot op het einde van deze legislatuur worden gehandhaafd.

De problemen rond de subsidies voor de werking van de instellingen zijn dus relatief beperkt. Wel zijn er op dit ogenblik moeilijkheden in verband met de investeringen. De uitvoering van de werken die aan de gang zijn, komt niet in het gedrang, maar het opstarten van nieuwe projecten is vooralsnog een probleem.

Op de laatste, politieke, vraag van de heer Vandenbossche hebben verschillende leden reeds tijdens de parlementaire debatten van december 1997 geantwoord. Ik kan hier slechts aan toevoegen dat niet het Verenigd College de zwakke bevolkingsgroepen gijzelt. De oppositiepartijen moeten voor zichzelf, de Verenigde Vergadering en de Brusselse bevolking uitmaken of het politiek en ethisch aanvaardbaar is om de werking van de GGC te blokkeren.

De heer Vandenbossche stelde tevens een vraag over een artikel in *De Tijd*. Uit de beslissing van het Rekenhof blijkt duidelijk dat het bedrag van 1,5 miljoen een forfaitair voorschot voor de werkingskosten is. Het Verenigd college is er zeker van dat alle facturen die voor deze diensten worden vastgelegd, de zogenaamde gestaafde bedragen, zullen worden uitbetaald. De beslissing van het Rekenhof heeft dus geen gevolgen voor de werking van de diensten.

Ik zou mij ook graag mengen in het debat dat voornamelijk door de Vlaamse partijen wordt gevoerd. De welzijnsproblematiek, de gehandicaptenzorg, de OCMW's en de armoedebestrijding liggen mij nauw aan het hart. Ik stel vast dat anderen andere prioriteiten hebben.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenbossche.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de minister voor zijn gedetailleerd antwoord. Ik herhaal nogmaals dat het belangrijk is dat het Verenigd College en deze assemblee de volgende maanden zeer nauw samenwerken teneinde de mensen op het terrein gerust te stellen. Tevens is het de taak van de minister om eventuele problemen tijdig te signaleren. Zowel het Verenigd College als de meerderheidspartijen moeten bezorgd zijn om de zwakkeren en de kansarmen in de Brusselse samenleving.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

M. le Président. — La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie is gesloten.

Prochaine séance plénière sur convocation du Président.

Volgende plenaire vergadering op bijeenroeping van de Voorzitter.

— La séance plénière est levée à 16 h 45.

De plenaire vergadering wordt om 16.45 uur gesloten.

ANNEXES

MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS

Par lettre du 29 janvier 1998, le groupe PRL-FDF communiqué les modifications suivantes :

1. Commission de la Santé :

— la désignation de M. Georges Désir comme membre effectif de la commission de la Santé, en remplacement de Mme Isabelle Molenberg;

— la désignation de Mme Isabelle Molenberg comme membre suppléante de la commission de la Santé, en remplacement de M. Georges Désir.

2. Commission des Affaires sociales :

— la désignation de Mme Danielle Caron comme membre effective de la commission des Affaires sociales, en remplacement de Mme Isabelle Molenberg.

DELIBERATIONS BUDGETAIRES

— Par lettre du 27 janvier 1998, le Collège réuni de la Commission communautaire commune transmet, en exécution de l'article 15 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat, une copie de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 18 décembre 1997 modifiant le budget général des Dépenses 1997 par le transfert de crédits d'engagement entre allocations de base du programme 7 de la division 03.

— *Pour information.*

COUR DES COMPTES

— Par lettre du 4 février 1998, la Cour des comptes transmet à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, copie de la lettre qu'elle adresse ce jour à M. le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune et aux membres du Collège chargés du Budget, au sujet de la délibération du 29 janvier 1998, requérant de la Cour l'octroi de son visa provisoire à certaines dépenses de la Commission communautaire commune, à concurrence de 56 642 525 francs, prise en exécution de l'article 40 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

— *Pour information.*

BIJLAGEN

WIJZIGINGEN VAN DE SAMENSTELLING VAN DE COMMISSIES

Bij brief van 29 januari 1998, deelt de PRL/FDF-fractie de volgende wijzigingen mee :

1. Commissie voor de Gezondheid :

— de aanwijzing van de heer Georges Désir als vast lid van de commissie voor de Gezondheid, ter vervanging van mevrouw Isabelle Molenberg;

— de aanwijzing van mevrouw Isabelle Molenberg als plaatsvervangend lid van de commissie voor de Gezondheid, ter vervanging van de heer Georges Désir.

2. Commissie voor de Sociale Zaken :

— de aanwijzing van mevrouw Danielle Caron als vast lid van de commissie voor de Sociale Zaken, ter vervanging van mevrouw Isabelle Molenberg.

BEGROTINGSBERAADSLAGINGEN

— Bij brief van 27 januari 1998, zendt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in uitvoering van artikel 15 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de rijkscomptabiliteit, een afschrift van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 18 december 1997 tot wijziging van de Algemene Uitgabenbegroting 1997 door overdracht van vastleggingskredieten tussen de basisallocaties van programma 7 van afdeling 03.

— *Ter informatie.*

REKENHOF

— Bij brief van 4 februari 1998, zendt het Rekenhof aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, een afschrift van de brief die het heden richt aan de heer Voorzitter van het Verenigd College en de leden van het College bevoegd voor Begroting, betreffende de beslissing van 29 januari 1998 waarbij het Rekenhof een voorlopig visum wordt gevorderd voor bepaalde uitgaven van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ten belope van 56 642 525 frank, die werd genomen ter uitvoering van artikel 40 van de wetten op de rijkscomptabiliteit samengeordend op 17 juli 1991.

— *Ter informatie.*